



Montreuil, le 5 mai 2025

Monsieur Laurent Marcangeli

Ministre de l'Action publique, de la Fonction publique et de la simplification

Copie à:

Madame Nathalie Colin

Directrice générale de l'Administration et de la Fonction publique

Objet : dépôt d'un préavis de grève sur la période du 1^{er} juin au 31 août 2025.

Monsieur le Ministre,

Force est de constater que le Président de la République, le Premier ministre et les membres du gouvernement travaillent à l'élaboration d'une purge budgétaire pour le moins indigeste. Ainsi, 40 milliards d'euros de baisse des dépenses publiques sont envisagés au titre des prochaines lois de finances et de financement de la sécurité sociale. Les gels et annulations de crédits se multiplient.

Dans un tel contexte, force est de constater que vous persistez dans votre refus d'apporter des réponses aux revendications suivantes :

- ✓ Sortie des politiques d'austérité et construction des lois de finances et de financement de la sécurité sociale sur d'autres bases;
- ✓ Renoncement à tout jour de carence,
- ✓ Rétablissement du 100 % de la rémunération versée au titre du congé maladie ordinaire;
- ✓ Rétablissement du versement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA);
- ✓ Abrogation de la contre-réforme des régimes de retraite. Réduction du temps de travail tout au long de la vie avec notamment un droit au départ à la retraite à 60 ans, et les 32 heures hebdomadaires;
- ✓ L'augmentation immédiate et, a minima, de 10 % de la valeur du point d'indice, son indexation sur l'inflation, la refonte des grilles indiciaires, l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes;
- ✓ L'arrêt des suppressions d'emplois, la définition d'un plan pluriannuel de recrutement, la titularisation des agent.es non titulaires dont le nombre ne cesse d'augmenter;
- ✓ L'abandon définitif du projet de loi dit Guérini, le maintien et le renforcement du statut général des fonctionnaires;
- ✓ L'amélioration des droits des agent.es publics au titre des systèmes de sécurité et de protection sociales dans leurs dimensions obligatoire et complémentaires, des politiques d'action sociale, tant des actifs que des retraité.es.

L'UFSE-Cgt a déposé un préavis de grève sur la période du 13 mars au 31 mai 2025.

Elle appelle dans ce cadre les agent.es publics à une journée de grève et de manifestation le 13 mai prochain.

Elle apporte son soutien plein et entier à toutes les actions en cours et à venir.

De nouveaux processus de mobilisations sont d'ores et déjà appelés au titre, entre autres, du mois de juin prochain à commencer par celui du jeudi 5 juin 2025 pour l'abrogation de la contre-réforme des régimes de retraites et la reconstruction d'un droit au départ à taux plein à 60 ans.

C'est pourquoi l'UFSE-CGT dépose un préavis de grève sur la période débutant le 1^{er} juin prochain et ce jusqu'au 31 août 2025.

Le présent courrier vaut préavis de grève pour l'ensemble des personnels, ainsi que pour les nuitées en amont et en aval des dates du 1^{er} juin au 31 août 2025.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Christophe Delecourt

Secrétaire général de l'UFSE-CGT



Union Fédérale des Syndicats de l'État - CGT 263, Rue de Paris - case 542 - 93514 Montreuil
CEDEX tel : **01 55 82 77 67** ou **56**-mel : ufse@cgt.fr

[Tapez ici]

Union Fédérale des Syndicats de l'État - CGT 263, Rue de Paris - case 542 - 93514 Montreuil CEDEX
tel : **01 55 82 77 6 56**-mel : ufse@cgt.fr